

# LA RÉVOLUTION

POLITIQUE ET SOCIALE

## Association internationale des Travailleurs

Sections de la Gare d'Ivry et de Bercy réunies

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

19, Faubourg-Denis, 19

De une heure à 4 heures

ADRESSER TOUT CE QUI CONCERNE LA RÉDACTION

Au citoyen Jules NOSTAG (de l'Internationale)

TOUT CE QUI CONCERNE L'ADMINISTRATION

Au citoyen Victor MASQUIN (de l'Internationale)

ABONNEMENTS

PARIS	DÉPARTEMENTS
Un mois..... 0 50	Un mois..... 0 75
Trois mois..... 1 50	Trois mois..... 2 00

La RÉVOLUTION est mise en vente tous les samedis à 4 heures du soir.

Bureau de vente, chez Heymann et Polack, 6, rue du Croissant.

### Debout, France!

Allons, c'en est assez! Il faut en finir!

Ces drôles n'ont même plus la pudeur de sauvegarder les apparences.

Versailles, qui n'était plus qu'un immense lupanar, où toutes les filles chassées de Paris traînaient leur honte de Prussiens royalistes; où l'orgie, la débauche s'établissaient impunément; où les immondices des basses-cours passées : les Thiers, les Dufaure, les Favre, les Simon, les Picard et autres coquins ripaillaient avec ton argent, France! Versailles devient plus que Coblenz, Versailles singe Cayenne.

Le bague à l'index sa proie! L'empire a vomi ses séides, les Canrobert, les Mac-Mahon, les Gallifet, les Devienne, pardon, peuple! ces ruffians sont revenus; ils baissent en riant le cabotin Thiers, et l'on voit dans un coin l'argousin Cassagnac pleurer dans le gilet de Simon.

Allons, c'est l'empire! c'est l'empire avec toutes ses hontes, son cortège d'escrocs, de voleurs, d'assassins, de proxénètes; c'est l'empire, fumier et sang, c'est l'empire qui revient!

Comprendras-tu, enfin, France!

Et tandis qu'à Paris tout est calme et tranquille; tandis que la femme s'en va par le soleil de printemps promener ses enfants sur les boulevards, que ne souillent plus les filles et leurs souteneurs patentés, et que l'homme, là-bas dans les tranchées, derrière la barricade, guette, le doigt sur la détente, le profil d'un Corse, tu attends, peuple, tu attends province. Tu attends!

France! ta liberté se joue en ce moment. Cet homme, ce pionnier obscur qui va tout à l'heure tomber peut-être sous la balle du Versaillais, combat pour toi, pour ton salut, pour ton indépendance.

Paris, enfant prodigue, te jette son sang à flots pour te sauver.

Tu l'accusais toujours de te dicter des lois, de te ravir ton droit d'initiative; tu n'eus pour lui, malgré sa défense héroïque contre la Prusse, que reproches, injures et calomnies.

Tu lui en voulus toujours de t'avoir, en 1848, donné le signal de la délivrance, à lui qui t'avait presque pardonné les vingt ans de honte impériale!

Et tu laisses aujourd'hui Versailles bombarder Paris!

Allons, debout, France! Lyon, Marseille, Toulouse, Lille, Bordeaux, vous l'intelligence, le travail, la richesse, la vraie cello-là; debout, c'est assez de honte, de misère, d'abaissement!

Debout, debout tous, vous à qui il reste encore une étincelle au cœur, la foi, l'espoir, la confiance en l'idée.

Debout, et, sous votre mépris, écartez ce charnier, Montfaucon hideux où depuis Vinoy le décebreur jusqu'à d'Aumale le grotesque, tout ce qui a de la boue au front, du sang aux doigts, de la haine au cœur, fourmille et attend l'heure.

Il y sont tous, tous! Il n'en manque pas un!

L'occasion est unique; la laissez-vous échapper?

Non!

Toulouse est en armes, Lyon a son drapeau rouge, et Marseille, malgré l'assassin Espivent, s'agit encore sous le couteau du boucher.

La Révolution a déchiré la nuée et réveillé ces endormies.

Lazares, sortez de vos sépultures, l'heure a sonné!

France, debout!

JULES NOSTAG.

La Franc-Maçonnerie vient de se ranger autour de la Commune de Paris.

Sa déclaration solennelle aura un immense retentissement dans le monde entier.

Cette attitude en face du droit méconnu fera tomber bien des préventions.

La Maçonnerie personnifiait hier encore cette bourgeoisie si mesquine depuis 20 ans. Aujourd'hui elle s'élève comme nous dans l'avenir, nous lui tendons la main en songeant qu'un jour elle s'appellera Maximilien Robespierre.

Elle veut donc aussi se souvenir?

### La Commune

ET LE

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

Cette semaine datera dans la vie de la classe ouvrière. La Révolution a fait un pas réel.

Les Chambres syndicales des Sociétés ouvrières ont pris possession du grand salon du ministère des travaux publics.

Le luxe installant dans ce lieu, où le luxe représente mal la simplicité et la vraie grandeur du travail, la Commune de Paris a eu une double pensée :

Elle a protesté, au nom de notre classe opprimée, contre l'attentat de cette classe privilégiée qui, dans son orgueilleuse supériorité, a voulu faire du travail un droit à imposer sa propre volonté.

Il y avait là toute une armée administrative dont le zèle était sans cesse excité : « Eloigner du travail et surtout d'un contrôle possible et des travailleurs et les sociétés ouvrières. »

Chaque demande, chaque offre venant de notre classe, soit individuellement, soit collectivement, était jetée au panier sans examen.

Une seule route restait ouverte au prolétariat pour obtenir une amélioration bien minime de son sort : c'était la route unique qui était celle du socialisme césarien, utile au pouvoir.

Et encore n'était-elle ouverte que quand le ministère des travaux publics était aux mains de gens qui n'avaient pas d'intérêts industriels, ou bien n'étaient ni les gens d'une coterie ni des ignorants (ce qui arrivait huit fois sur dix), et il n'y avait alors que des stupidités à en tirer.

On se souvient des petits soupers

du Palais-Royal à une certaine époque; plusieurs renégats de notre classe s'y sont assis. Nous gardons cela dans notre mémoire et nous démasquerons les traîtres quand l'heure sera venue.

Pendant cette période, l'empire tenta de faire un atout dans son jeu des sociétés ouvrières; mais l'ouvrier de Paris est honnête, il pressentit le but et fonda l'Internationale.

Les provisoires, en leur qualité d'avocats, étaient bien trop inéptes pour comprendre un seul mot à ces questions. Du reste, tous ces gens-là ont le peuple en haine mortelle; ils le sentent intelligent, délicat au point d'honneur; ils redoutent son jugement droit.

Heureusement, les Louis Blanc, les Edgard Quinet, les Henri Martin et tant d'autres prennent la peine de se démasquer eux-mêmes.

Trompés autrefois par leur parole, nous les voyons aujourd'hui accourir porter à nos bourreaux l'aide de leurs noms. Ils appuient Thiers de leur présence.

Demain, le peuple, brisant ses idoles, aura en face de lui le peuple! La classe ouvrière saura qu'elle ne doit plus se fier qu'à elle-même.

La Commune de Paris (notre œuvre) prend les devants, et elle place les Sociétés ouvrières au ministère des travaux publics pour proclamer à la face du monde que le passé est mort, que, dans la société qui se fonde, le groupe ouvrier est l'égal de l'unité capitaliste devant cette forme d'exprimer la volonté de l'Etat qu'on appelle un ministère des travaux publics.

HENRI GOULÉ.

### SOCIALISME

(4<sup>e</sup> article)

Le libéralisme, qui s'empara de la Révolution de 1830 ne s'inquiéta guère plus des souffrances du prolétariat. C'est en vain que les ouvriers de Lyon inscrivirent héroïquement sur leur drapeau : *Vivre en travaillant ou mourir en combattant*. C'est en vain que les ouvriers de Limoges, de Clermont-Ferrand, de Mulhouse, de Saint-Etienne, dévoilèrent dans des soulèvements formidables la grandeur de leurs maux et l'énergie de leurs justes aspirations.

Le gouvernement orléaniste de la bourgeoisie ne leur répond que par la répression à outrance. Dans la plupart des grandes villes industrielles le sang des prolétaires coule sous des balles françaises, et la misère du prolétariat devint telle qu'un économiste put dire :

« Aucune jouissance n'est plus attachée à l'existence de ces classes malheureuses; la faim, les souffrances étouffent en elles toutes les affections morales. Lorsqu'il faut lutter chaque heure pour vivre, toutes les passions se concentrent dans l'égoïsme, chacun oublie la douleur des autres dans la sienne, les sentiments de la nature s'émoussent. Un travail constant, opiniâtre, uniforme, abrute toutes les facultés. On a honte pour l'espèce humaine de voir à quel degré de dégradation elle peut descendre, à quelle vie inférieure à celle des animaux elle peut se soumettre (1). »

Vers le même temps, un autre économiste, Eugène Buret, s'écriait : « J'affirme que la classe ouvrière est abandonnée corps et âme à l'industrie. Le conflit entre ceux qui travaillent et ceux qui exploitent le travail devenait de plus en plus

inévitabile, et la bourgeoisie, oubliant de son origine populaire, tout entière à l'orgie et à l'amour du lucre, reniait hautement ses traditions révolutionnaires pour écouler à tout prix, au nom de ses égoïstes intérêts, tout ce qui était germe d'avenir et de progrès social, pour s'opposer ouvertement à tout effort du peuple tendant à un état meilleur.

« On l'avertissait en vain; en vain Louis Blanc, après avoir fait un tableau saisissant de la situation, écrivait cette ligne poignante : « Une société semblable est une gestation de guerre civile. » La bourgeoisie renchérit sur sa défection, et le prolétariat devint de plus en plus misérable; mais des voix éloquentes gémissaient sur ses douleurs, et une philosophie nouvelle naissait qui stigmatisait les crimes du présent et annonçait un monde nouveau basé sur le travail et la justice avec le développement intellectuel et physique, et le bonheur de tous les êtres humains pour objectif. »

Deux hommes que l'histoire placera au rang des bienfaiteurs de l'humanité, Saint-Simon et Charles Fourier, méditaient depuis de longues années sur les misères sociales et cherchèrent un état conforme à leur idéal de justice. Rétablir sur les ruines de l'autorité catholique un pouvoir religieux qui dirigerait tous les progrès de l'industrie, de la science et de l'art vers ce but suprême : l'amélioration la plus rapide possible du sort de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre, telle est en substance, la conception de Saint-Simon! Elle peut, croyons-nous, se résumer ainsi :

#### POSITION DE LA QUESTION

L'espèce humaine a été appelée d'abord à vivre sous le régime féodal et gouvernemental.

Elle a été destinée à passer du régime administratif ou militaire sous le régime administratif ou industriel, après avoir fait suffisamment de progrès dans les sciences positives et dans l'industrie. Enfin elle a été soumise par son organisation à essayer une crise longue et violente, lors de son passage du système militaire au système pacifique.

L'époque actuelle est une époque de transition : la crise de transition a été commencée par la prédication de Luther; depuis cette époque, la direction des esprits a été nécessairement critique et révolutionnaire. (Saint-Simon, année 1818.)

Il est temps de donner aux esprits une direction unitaire qui ne peut s'obtenir qu'à l'aide d'une doctrine commune; il est temps d'organiser l'industrie sur les bases d'un principe de justice que nous formulons ainsi : A chacun suivant sa capacité, à chaque capacité suivant ses œuvres. (Voir la Doctrine Saint-Simonienne.)

#### ORGANISATION UNITAIRE

Les ravages de l'anarchie actuelle sont là qui attestent qu'il est temps de fortement réagir. Nous proclamons d'abord la réhabilitation de la chair, l'émancipation de la femme et l'avènement du nouveau Christianisme, religion de l'avenir révélée à Saint-Simon. (Voir la Doctrine Saint-Simonienne.)

Nous n'hésitons point à le dire, c'est vers une théocratie nouvelle que l'humanité s'achemine; ce n'est ni la théocratie de l'Inde ou de l'Égypte, ni celle de Moïse ou de Mahomet que nous annonçons que nous appelons de tous nos vœux, mais bien celle que Saint-Simon a sentie, désirée, conçue, celle qui doit réaliser et maintenir l'association universelle de tous les hommes sur la surface du globe et dans laquelle chacun sera placé selon la capacité qu'il aura reçue de Dieu et récompensé selon ses œuvres.

Au sommet de l'échelle, le prêtre de l'unité, le prêtre social, dispensateur suprême, révèle à l'humanité sa destination générale, lui rappelle sans cesse qu'elle ne peut l'accomplir que par les travaux unis de la science et de l'industrie. Après avoir fait choix des hommes qui peuvent l'aider dans ces deux ordres de travaux,

il nomme et dirige, le prêtre de la science et le prêtre de l'industrie.

Par ce dernier, les industriels seront liés, associés, gouvernés; le travail de l'industrie avec la dotation sociale qui y sera affectée, sera distribuée entre les branches diverses dans lesquelles il se subdivise entre les différentes localités où il devra s'effectuer, enfin entre tous les membres de l'atelier industriel, qu'il classera selon leur capacité et rétribuera selon leurs œuvres. C'est par lui que l'industrie, qui n'est sortie de l'esclavage que pour retomber dans l'anarchie, entrera pour la première fois dans la carrière de la liberté et de l'ordre.

Parmi nous, plus de privilèges, plus de sexe, et de naissance. L'inférieur n'est plus l'esclave d'un supérieur, ils sont associés, l'homme n'est plus le maître de la femme, ils sont mariés. (Doctrine Saint-Simonienne.)

#### RELIGION, MORALE, CULTE...

La morale correspond à l'amour, la science à l'intelligence, l'industrie à la force, l'organisation à donc pour objet le règlement de l'activité morale, politique, scientifique et industrielle; la hiérarchie sociale ne peut qu'être la réalisation savante de ce règlement. L'amour, c'est la vie dans son unité, l'intelligence et la force ne sont que les modes de sa manifestation.

Les chefs de la société ne peuvent qu'être les dépositaires de la religion, que les prêtres.

L'amour a pour expression générale la morale, c'est-à-dire la religion.

La science a pour objet la connaissance des phénomènes, et comme tout phénomène ne peut être qu'une manifestation de la divinité, la science devient la théologie.

L'industrie, qui a pour objet l'exploitation du globe et l'appropriation de ses produits au profit de l'homme continue l'œuvre de la création, à ce point de vue l'industrie devient le culte.

La religion ou la morale, la théologie ou la science, le culte ou l'industrie, tels sont les trois grands aspects de l'activité sociale de l'avenir. Les prêtres, les savants, les industriels; voilà la société.

De même que le prêtre représente l'unité de la vie, il représente aussi l'unité sociale ou politique. Le savant et l'industriel sont égaux à ses yeux, car tous reçoivent immédiatement de lui leur mission et leur inspiration. La science et l'industrie ont l'une et l'autre une hiérarchie qui leur est propre, mais chacune de ces hiérarchies remonte directement au prêtre, c'est par lui qu'elle est constituée, c'est en lui seul qu'est la sanction. Le prêtre est donc le lien de tous les hommes, mais c'est encore lui qui rattache le fini à l'infini, qui met l'ordre social en harmonie avec l'ordre universel, et s'il est permis de s'exprimer ainsi, la hiérarchie humaine avec la hiérarchie divine. (Doctrine Saint-Simonienne.)

B. MALON.

(A suivre.)

### A LA COMMUNE

Finissons-en avec Chaudey.

Que cet homme soit jugé et que la Commune déclare si, oui ou non, c'est un des assassins du 22 janvier.

Ce journaliste a pris part à la préméditation du crime, puis à sa perpétration.

Qu'on lui arrache la vérité!

### La Semaine Parisienne

Les barricades s'élèvent trop lentement et il en faudrait davantage. Nous pensons que la Commune va réveiller l'activité des dé-

guez à la défense et que dès la semaine prochaine Paris sera hérissé de barricades reliées l'une à l'autre comme les anneaux d'une chaîne par des travaux d'approche : fougasses, torpilles, etc. A-t-on songé au nitro-glycérine liquide et en dynamite?

Paris sérieusement barricadé aura chez les ruraux la vraie éducation, la seule que comprennent ces vieilles perruques ratatinées.

Louis Blanc a écrit une lettre au journal le *Sicéle*; il n'explique pas sa présence à Versailles ni son silence à la Chambre, il est froidement hostile à notre classe et à notre révolution. Ce Louis Blanc remua le peuple en 1848. On se fit tuer en juin pour ses idées et pour lui. Alors pas plus qu'aujourd'hui l'ouvrier ne marchanda sa vie. Nous n'avons pas changé, nous! mais lui. . . . .

Nous avons interrogé les groupes de l'Angleterre, l'Angleterre nous a répondu : « M. Louis Blanc a ses entrées dans le plus grand monde anglais. »

« La noblesse du sang comme celle du capital le recherche et le fête beaucoup. »

Il a jeté le peuple par-dessus bord comme bagage incommode dont le faisait rougir l'aristocratie.

Cette réponse-là nous atteignit au cœur! Nous tâcherons d'oublier!

Henri Martin a écrit aussi sa lettre au *Sicéle*.

Celle-là est ce qu'elle devait être! Cet homme n'a jamais rien compris, ou, pour dire la vérité, n'a jamais voulu rien comprendre aux choses de notre classe. « L'a-venir qui se lève est, dit-il, un grimoire « indéchiffrable. »

Les insultes qu'il prodigua aux prolétaires slaves lors des Congrès des différentes branches de la famille russe à Moscou ne laissent aucun doute : ce République formaliste n'a vu là qu'une tentative de socialisme césarien faite par de malhonnêtes gens.

Il est vrai qu'il était de l'intérêt de son parti de n'y pas découvrir autre chose.

Il prend, après réflexion, le parti de nos bourgeois.

Edgard Quinet garde un demi silence. Il a moins vieilli. Attend-il pour saluer un vainqueur? C'est la politique des Jules Simon, des Gladstone, des Schultze-Delisch, des de Beust. Nous la connaissons, cette politique-là; nous portons les marques des coups qu'elle nous a appliqués par derrière, traitement, pendant qu'elle nous faisait bonne mine, nous courtoisant même au besoin.

La classe ouvrière prend ses notes : elle aura bonne mémoire.

Le groupe des tailleurs recommence les travaux d'habillement de la garde nationale. Il donne directement le travail aux citoyens, démontrant par ce fait l'infirmité du patronat. Voilà le vrai socialisme.

La Commune pense à la concurrence déloyale que font au travail des femmes les couverts, ces privilèges des lois en fait d'industrie. Elle étudie de près les monopoles, ces sangsues qui accumulent le capital en méditant la ruine de notre classe.

Si le canon pouvait se taire un peu, la Commune ne nous ferait pas attendre.

Démolissons la Colonne, n'importe comment, mais faisons vite. Nous la voulons en sous, en canons, ou tout au moins en saumons de cuivre. Qu'on déboulonne les morceaux l'un après l'autre, et qu'on jette à bas.

Le Peuple frémit d'impatience; il y a là un orage qui grossit. Avis à qui de droit.

Il serait bon que les propriétaires fussent contraints de remettre les quittances aux locataires qui ont bénéficié du décret. Cette question-là est facile : les propriétaires intelligents ont sacrifié le passé et cherchent à dégager l'avenir. Le plus simple bon sens commercial démontre que c'est la seule marche à suivre.

Le décret sur le Mont-de-Piété devrait déjà être rendu et appliqué. Il faut en ter-



miner et réorganiser sur une base socialiste cette machine qui a boursicoté, trépidé et joué on ne sait quel rôle dans les agissements financiers de l'empire. Il est vrai que ces agissements furent le seul secret d'Etat sous Bonaparte.

Que la Commune brise tout cela et reconstruise avec les morceaux une machine toute simple, telle que l'entend le bon sens et l'honnêteté du peuple.

Les citoyens Vermorel et Félix Pyat ont commis une lourde faute politique.

La chose publique a bien affaire, en vérité, de ces sottises de questions de personnes. La classe ouvrière est fort mécontente de ces deux citoyens; ils ont donné une prise énorme à Versailles; leur différé a été une mine d'or pour la presse de Thiers.

Le citoyen Bergeret a mieux compris ce que doit être une Commune; en sortant de prison il a été reprendre sa place en oubliant le passé.

Le citoyen Rogard se plaint amèrement d'avoir été exécuté. Mais, citoyen, c'est votre faute. Il s'agit de sauver le peuple aujourd'hui; la question légale sera discutée immédiatement après la bataille. L'ouvrier a pris son fusil, il se bat pour sauver sa Commune, c'est-à-dire son droit à n'être plus la chose électorale à la discrétion de tel ou tel avocat ou journal.

Le peuple existe, il est le travailleur, c'est-à-dire la source de toute richesse, il a droit par conséquent à sa part de domination sur la volonté de l'Etat tout comme les autres classes.

En donnant votre démission en un tel moment vous avez blessé la classe ouvrière, citoyen Rogard. Comment ne l'avez-vous pas compris?

H. GOULLE.

## TRIBUNE POPULAIRE

SECTIONS DE LA GARE D'IVRY ET DE BERCY RÉUNIES

Séances du 28 avril 1871

Sur la proposition des citoyens Nostag, Claudemaignes, Artru, etc.

L'assemblée arrête : « Le groupe des sections de la gare d'Ivry et de Bercy réunit les enfants du citoyen Jean Simonot, assassiné par les Versaillais.

« Un conseil de famille, composé des citoyens Carville, Chollet et Rossignol, est chargé de l'exécution du présent arrêté. »

« Sur la proposition de divers membres, « Considérant que le citoyen Persico Joseph, membre du groupe, ne s'est pas présenté depuis plus d'un mois aux réunions du groupe ;

« Considérant qu'il a pris part officiellement à la lutte électorale, relativement aux élections communales, d'un sens contraire aux votes émis par le groupe ;

« Arrête : « Le citoyen Persico Joseph, professeur de musique, 24, passage Tocautier, est exclu de l'Association internationale (sections de la gare d'Ivry et de Bercy réunies).

« Notification du présent arrêté, qui sera inséré dans les journaux ; sera faite au Conseil fédéral. » (Extrait du procès-verbal.)

Certifié conforme :

Le secrétaire général correspondant, J. NOSTAG.

## REVUE SOCIALE

NOUVELLES DE PROVINCE

Toulouse est en pleine insurrection. M. de Kératry, marchant sur les brisées de M. Thiers, a voulu désarmer la garde nationale; celle-ci a résisté, et la ville est en ce moment hérissée de barricades.

A Lyon, dimanche dernier, une colonne de quatre ou cinq mille citoyens s'est portée à la gare de Perrache et a arrêté un train de poudre destiné à Versailles.

Dans cette dernière ville, le Comité central de la garde nationale a fait afficher une proclamation dans laquelle l'assemblée rurale est déclarée infâme et impuissante, et le gouvernement de Thiers déchu. Le Comité central affirme, en outre, qu'il ne reconnaît plus l'autorité de ce gouvernement, et adhère, d'ores et déjà, à la Fédération des communes de France.

A Melun, cinq pièces de canon en destination de Versailles ont été enclouées par le peuple.

Les troupes qui composent le camp d'Auxerre ont refusé de marcher contre Paris, et le général commandant a failli être tué par ses soldats, auxquels il avait fait une allocation à la Ducrot, afin d'exciter leur enthousiasme.

La ville de Sens est en révolte contre l'autorité de Versailles.

A Troyes, les ouvriers d'un sieur Soron trouvant insuffisant leur salaire de 1 fr. 50, se sont mis en grève. Les bourgeois ont réclamé le secours

des Prussiens qui sont sur la rive droite; ceux-ci ont franchi la démarcation tracée par la convention et sont passés sur la rive gauche.

Les Prussiens ont fusillé deux ouvriers.

Dans le Vexin (Oise), les Prussiens recherchent avidement les pièces de monnaie frappées à l'effigie de la République.

Il y a dans toute cette contrée une masse de fuyards des camps de Versailles; ce sont des gendarmes que Thiers avait appelés de province, puis une masse de ligards.

Des bandes de ces fuyards traversent chaque jour le pays, fuyant dans tous les sens.

Lundi 24, la garde nationale de Boulogne a chanté la *Marseillaise*, le *Chant du Départ*, et fait une promenade aux cris de : A bas Henri V! Vive la République!

De Lille, on nous rapporte que deux régiments, devant partir le 24 pour Versailles, ont mis la crosse en l'air et crié : Vive la République! Vive la Commune! Toute la population s'associait à cette manifestation.

Narbonne a proclamé sa Commune.

Montpellier a dirigé douze cents hommes du génie pour s'opposer au mouvement. Arrivés en gare, les gardes ont refusé de marcher contre le peuple.

A Béziers, l'artillerie refuse d'exécuter les ordres qui peuvent entraîner à un conflit avec les citoyens. Cette ville est disposée à proclamer sa Commune. C'est le citoyen Montel, capitaine de la garde nationale de la Seine, qui est à la tête du parti républicain de Béziers.

## NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Madrid. — Il vient de paraître un journal intitulé *Los Estados Unidos de Europa*. Ce journal se fait l'écho de la révolution de Paris.

Une lettre de Vienne, adressée au journal *l'Italie*, annonce que la police est à la poursuite de Polonais venus de France, où ils étaient francs-tireurs, et qui sont soupçonnés d'être des agents révolutionnaires.

Dans la séance du Parlement allemand, où Bismarck a prononcé le discours dont on parle tant en ce moment, le citoyen Reibel, de l'Internationale, député de Leipzig, s'est exprimé en ces termes :

« Messieurs, je suis persuadé que si M. le chancelier ne se trouvait pas dans l'embarras où l'a mis sa politique, il n'eût point eu besoin de faire ces déclarations. En récapitulant tous les événements, j'espère vous convaincre que nous avions prévu tout ce qui est arrivé.

« Quand la guerre a éclaté au mois de juillet, personne dans notre patrie n'a songé à contester la brutale provocation de Napoléon. Mais, à notre point de vue, nous ne pouvions approuver le système qui avait rendu cette provocation possible.

Le parti démocratique a observé la neutralité. Cependant, messieurs, je dois vous avouer que nous nous sommes cordialement réjouis de la chute de l'empire, arrivée quelques semaines plus tard, car nous espérons que cet exemple ne tarderait pas à produire ses conséquences dans les pays limitrophes.

Alors nous avons demandé la conclusion de la paix en renonçant, de notre part, à toute velléité d'annexion, mais en imposant à la France le paiement d'une indemnité de guerre, et au besoin le licenciement de l'armée.

En principe, ces conditions ont été acceptées à cette époque par les négociateurs français; l'annexion seule a nécessité la poursuite de la guerre. Eh bien, j'affirme que les conditions que l'Allemagne aurait pu obtenir au mois de septembre sont plus favorables que les conditions accordées au mois de mars.

J'affirme que la situation de l'Allemagne serait aujourd'hui plus prospère et sa sécurité mieux assurée pour l'avenir. Messieurs, il est impossible de nier que le grand effet, et surtout l'effet moral des premières victoires de l'Allemagne a été considérablement affaibli par le fait que l'Allemagne s'est vue forcée de faire pendant six mois la guerre à la République française.

Rédécouvrez, messieurs, aux énormes sacrifices de cette dernière période, aux sacrifices d'hommes, au froid rigoureux, aux longs sièges, et réaliserez ainsi la stagnation générale des affaires. Vous comprendrez alors que les cinq milliards d'indemnité sont bien moins proportionnés au dommage souffert que les deux milliards réclamés au mois de septembre.

On me répondra : Nous avons comme équivalent l'annexion de la Lorraine et de l'Alsace. Je conteste formellement que ce soit là une compensation. Les avantages de l'annexion ne sauraient balancer

les sacrifices de la guerre; ceux-ci sont irréversibles. Je ne parle pas du principe qui ordonne de protester contre toute annexion violente.

L'orateur examine ensuite la situation intérieure de la France. « En présence, dit-il, de l'abîme qui sépare la bourgeoisie du prolétariat, et grâce aux immenses progrès que ce dernier a faits depuis les journées de juin, la République bleue est absolument impossible en France. Alors on se demande si nous sommes à la veille de voir revenir les d'Orléans ou le coquin couronné de Napoléon, chassé il y a à peine quelques mois.

Que résulterait-il d'une restauration monarchique? La nécessité de mettre en état de siège toutes les grandes villes pendant des années. Est-ce là le moyen de relever la prospérité de la France, de lui permettre de remplir rapidement ses engagements? Assurément non.

Nous serons forcés de maintenir en permanence notre armée d'occupation sur le sol français; et cela coûte énormément cher. Voilà, messieurs, quel est, à mon avis, le résultat d'une politique qui n'a pas su s'imposer la modération en temps opportun.

Notre presse soi-disant libérale a soutenu cette politique et a fait de la guerre contre la France une guerre nationale. Cette même presse se répand en invectives aujourd'hui contre la Commune de Paris et l'accuse de pousser à la guerre civile. C'est de la calomnie; la modération a toujours été du côté de la Commune. (Hilarité.)

Vous avez beau rire aujourd'hui de mes paroles; il viendra une époque où vous les pèrerez.

Ne vous attaquez point d'ailleurs aux faits, mais à votre imprévoyance.

## PORTUGAL

L'Internationale, dit le *Diário de Notícias* de Lisbonne, dans son numéro du 15 avril, étend de plus en plus ses ramifications sur tous les points de l'Europe. La France, la Belgique, l'Allemagne, la Suisse, la Russie, l'Italie et l'Espagne sont travaillées par des agents actifs. Birmingham, Nottingham, Newcastle, Brighton et Sheffield, en un mot tous les grands centres manufacturiers se prêtent au succès de cette propagande.

Deux journaux, le *Reynolds's Paper* et *l'Eastern Post* sont les organes de l'Internationale. Ces feuilles sont très répandues dans la classe ouvrière. Des sommes considérables sont souscrites, et tous les moyens sont employés afin de confédérer tous les travailleurs de l'Europe. « Jamais, ajoute le journal de Lisbonne, le prolétariat ne s'est trouvé aussi préparé à frapper tout ce qui reste de féodal et de monarchique. »

## ALLEMAGNE

Le docteur de Schweizer, président de l'Association des travailleurs allemands, annonce dans le *Démocrate socialiste*, organe de son parti, que la réunion générale des membres de l'Association convoquée à Berlin pour le 1<sup>er</sup> mai, est renvoyée au 17 mai.

## Actes officiels de la Semaine

22 avril  
Arrêté sur l'administration intérieure de l'octroi.  
Nominations de chirurgiens dans la garde nationale.  
Réouverture de la Bibliothèque nationale.

23 avril  
Arrêté communal sur les pensions à décerner aux veuves et orphelins des gardes nationaux.  
Nominations de chirurgiens dans la garde nationale, de commissaires de surveillance dans les gares, etc.

La délégation de la guerre autorise une suspension d'armes à Neuilly, à l'effet de faire rentrer dans Paris les non-combattants.

24 avril  
Décret sur les notaires, huissiers, commissaires-priseurs et greffiers, etc. : « La Commune de Paris.

« Décret : « Art. 1<sup>er</sup>. Les huissiers, notaires, commissaires-priseurs et greffiers de tribunaux quelconques qui seront nommés à Paris, à partir de ce jour, recevront un traitement fixe. Ils pourront être dispensés de fournir un cautionnement.

« Art. 2. Ils verseront tous les mois, entre les mains du délégué aux finances, les sommes par eux perçues pour les actes de leur compétence.

« Art. 3. Le délégué à la justice est chargé de l'exécution du présent décret.

Arrêtés relatifs aux ambulances, etc.

Arrêté concernant le travail de nuit des boulangers et les bureaux de renseignements.

Le délégué à la commission du travail et de l'échange.

« Vu l'arrêté de la Commission exécutive supprimant le travail de nuit des ouvriers boulangers, et instituant dans les vingt mairies un bureau de renseignements à l'usage des patrons et des ouvriers,

« Arrête : « 1<sup>er</sup> L'arrêté précité aura cours d'exécution à partir du jeudi 27 avril prochain; « 2<sup>o</sup> Deux livres, portant les offres et demandes, seront ouverts dans chaque municipalité au bureau de renseignements « déjà existant. »

Les Lorrains et Alsaciens sont dispensés du service de la garde nationale.

Arrêté de l'administrateur des postes.

Six membres de la Commune : les citoyens J. Vallès, Ch. Longuet, Piliot, Bergeret, Lancel et Urbain, sont désignés pour visiter les gardes nationaux dans les forts, casernes, casemates et tous lieux de réunions.

Trois membres de la Commune : les citoyens Miot, Gambon et Victor Clément, sont désignés pour visiter les prisons, faire une enquête sur l'état des détenus, et s'informer de la cause de leur détention.

25 Avril

Une commission de cinq membres, formée des citoyens Oudet, Bergeret, Johannard, Fortunié (Henri) et Endes, est nommée pour présider à la rentrée des habitants de Neuilly, et prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder tous les intérêts de la défense de Paris.

Réquisition de tous les logements vacants mis à la disposition des bombardés de Neuilly. Nomination d'une commission de révision pour statuer sur les jugements prononcés par la Cour martiale.

Le citoyen Courmet est délégué à la sûreté générale en remplacement du citoyen Raoul Rigault, qui est nommé membre de la commission de sûreté.

Le citoyen Chalaïn est adjoint à la Commission de sûreté générale.

Décret sur l'organisation du jury d'accusation.

Arrêté sur les juges de paix, greffiers, etc., démissionnaires.

Nominations de chirurgiens dans la garde nationale.

Organisation des batteries d'artillerie de marche.

« Le délégué à la commission du travail et de l'échange avertit les chambres syndicales des corporations ouvrières qu'à partir de mercredi prochain, 26 courant, un local sera mis à leur disposition, 62, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, à l'ex-ministère des travaux publics.

« Leurs délégués pourront s'y réunir et y établir une permanence, afin de recueillir les documents et renseignements intéressants des corporations, et afin de préparer les travaux demandés par le décret de la Commune du 16 avril dernier, concernant les locaux et ateliers abandonnés par leurs propriétaires.

« Les délégués seront en rapport constant avec la commission du travail et de l'échange.

Trois membres de la Commune, les citoyens Fortuné (Henri), Vermorel et Rigault, sont adjoints à la commission d'enquête sur les papiers saisis des membres du gouvernement du 4 septembre.

26 avril

La sortie des marchandises de transit de toutes natures (excepté les farines, les armes et munitions de guerre) est autorisée à dater de ce jour.

Réorganisation du service de la vérification des poids et mesures.

Arrêté relatif à la poste et aux correspondances avec les départements.

Organisation des états-majors de légion.

Nominations de chirurgiens dans la garde nationale.

27 avril 1871

Le citoyen Voncken (Adolphe), avocat près la cour d'appel de Paris, est nommé président chargé des référés, des conciliations en matière de séparation de corps et des liquidations de signatures.

Le délégué aux relations extérieures rappelle que les personnes et les biens des citoyens étrangers sont sous la garantie du droit des neutres et de l'hospitalité proverbiale de la France.

Rapport de la commission de la guerre sur la réorganisation de la garde nationale.

Nomination d'un bureau militaire par municipalité.

Ordres divers du délégué à la guerre sur les lits militaires, sur les marchés avec les fournisseurs, etc.

Arrêté suspendant les entrées en franchise pour les substances destinées aux ministères, aux mairies, etc.

Le citoyen Raoul Rigault est nommé procureur de la Commune.

Le citoyen Bastoul donne sa démission d'inspecteur général des ambulances.

28 avril

Arrêté communal interdisant aux administrations privées et publiques d'imposer des amendes ou des retenues sur les appointements des ouvriers.

Arrêté relatif à l'arriéré des impôts dus à la Commune par les Compagnies de chemins de fer.

Le citoyen Vincent, directeur de la Bibliothèque nationale, est relevé de ses fonctions.

Arrêté sur le travail de la boulangerie : « Après avoir consulté les boulangers, patrons et ouvriers,

« Le délégué au département du travail et de l'échange

« Arrête : « Article unique. Le travail dans les boulangeries ne pourra commencer avant cinq heures du matin.

Arrêté concernant l'ouverture et la fermeture des portes.

Arrêté relatif à la séquestration des aliénés, à l'organisation de batteries d'artillerie de campagne, etc.

Suppression de l'Intendance militaire.

Arrêté concernant l'élection des officiers de la garde nationale.

Organisation de la défense de Paris en commandements et subdivisions.

Nominations de chirurgiens dans la garde nationale.

Le citoyen Bergeret est délégué à la Commission de la guerre.

Nominations d'huissiers.

Le citoyen Fayet (Lucien-Léopold), est nommé directeur de l'Hôtel-Dieu.

Arrêté relatif à l'enseignement :

Considérant qu'il est nécessaire d'organiser, dans le plus bref délai, l'enseignement primaire et professionnel sur un modèle

uniforme dans les divers arrondissements de Paris ;

Considérant qu'il est urgent de hâter partout où elle n'est pas encore effectuée la transformation de l'enseignement religieux en enseignement laïque ;

Afin d'aider dans ce travail la commission de l'enseignement,

Le délégué de la Commune à l'enseignement,

Arrête :

1<sup>o</sup> Une commission est instituée sous le nom de commission d'organisation de l'enseignement ;

2<sup>o</sup> Elle est composée des citoyens André, Dacosta, Manier, Rama, Sanglier.

## Association internationale

DES TRAVAILLEURS

TABLEAU DES SECTIONS PARISIENNES

CONSEIL FÉDÉRAL DES SECTIONS PARISIENNES

Place de la Corderie, 6. Séances tous les mercredis, à huit heures et demie précises du soir.

SECRÉTAIRES :

Pour la France. — Vârlin, rue Larrey, 8; Goullé, boulevard Sébastopol, 78.

Pour l'étranger. — Theisz, rue Gessin, 12; Frankel, impasse Saint-Sébastien, 6.

CERCLE DES ÉTUDES SOCIALES

Séance le lundi de chaque semaine, à huit heures du soir, place de la Corderie, 6. — Secrétaire : Ch. Rochat, 380, rue St-Denis.

GOBELINS

Séance le mardi, à huit heures du soir, rue des Fossés-Jacques, 11. — Secrétaire : Hamet, 41, rue de Jussieu; secrétaire correspondant : Bestetti, rue des Boulangers, 10.

SOCIALE DES ÉCOLES

Séance le lundi, à huit heures du soir, rue d'Aras, 3, au deuxième. — Délégué au Conseil fédéral : Buiset, rue des Boulangers, 20.

BRANTOME

Mercredi, à huit heures du soir, rue Poul-tier, 8. — Secrétaire : Gaudinière, faubourg Saint-Denis, 65.

MONTROUGE

Séance le jeudi, à huit heures du soir, rue de la Procession, 110. — Secrétaire : Miaré, 15, passage Saint-Victor.

VERTBOIS

Rue Philippeaux, 12, le mercredi à huit heures du soir. — Secrétaire : Aubert, rue du Fer-à-Moulin, 8.

LA GARE D'IVRY ET BERCY

Le vendredi, à huit heures, quai de Bercy, 13. — Secrétaire général correspondant : J. Nostag, même adresse.

RÉCOLLETS

Pour renseignements, s'adresser au citoyen Lévy, quai Valmy, 91.

POISSONNIÈRE

Réunions et renseignements chez Boudier, faubourg Poissonnière, 138.

COMBAT

Secrétaire : Delaut, rue de la Chopinette, n° 207.

FAUBOURG DU TEMPLE

Réunions tous les dimanches, à deux heures, rue Saint-Maur, 108. — Secrétaire : David, rue Servant, 37.

GRANDES CARRIÈRES DE MONTMARTRE

Renseignements : Kummam, rue Lafayette, 83.

TERNES

Renseignements : Davoust, rue Ponsenet, n° 20.

COURCINES

Folichon, secrétaire, rue des Courcines, 34.

BELLEVILLE

Réunions, rue des Partants, 4. — Secrétaire : Piffault, rue Saint-Meur, 117.

HOPITAL-LOUIS

Réunions, passage Saint-Joseph, 9, les mardis et vendredis, à huit heures du soir. — Minet, secrétaire, passage des Trois-Courcines, 11.

MARMITE, 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> ET 3<sup>e</sup> GROUPE

Société civile d'alimentation : Premier groupe, rue Larrey, 8; Deuxième groupe, rue des Blancs-Manteaux, 10;

Troisième groupe, rue du Château, 42 (Bastille).

Les autres groupes n'ont pas encore adhéré. Toutefois, les marmites se rattachent à la fédération ouvrière, voir pour cela les renseignements que nous publions dans le tableau de ces Sociétés.

BATIGNOLLES

Réunion le samedi de chaque semaine, rue des Dames, 3. — Secrétaire : Combault.

SECTION STÉPHENSON

Secrétaire : Albrand, rue Stephenson, 15.

GRENNELLE ET VAUGIRARD

Réunions les mercredis de chaque semaine, rue du Théâtre, 10, à Grenelle.

RICHARD-LENOIR

Réunions tous les mercredis, à huit heures du soir, rue des Lilas, 1.

SECTION DE LA GLACIÈRE

A partir du 1<sup>er</sup> mai, réunions tous les lundis, à huit heures du soir, boulevard d'Italie, 53. — Secrétaire : DUVAL, rue de la Glacière, 87.

Les citoyens du 13<sup>e</sup> arrondissement apprendront avec plaisir qu'il se forme en ce moment un groupe de l'Internationale sous le nom de SECTION DUVAL. Nous avons pris nous-mêmes l'initiative de cette mesure, parce que nous avons pensé que c'est le meilleur hommage que l'Association puisse rendre au plus valeureux de ses champions, mort en héros combattant pour la cause sociale.

Le présent tableau sera continué. Celles des sections qui ont dû opérer quelques changements dans leur organisation voudront bien nous indiquer leur état actuel et nous désigner celui de leurs membres plus spécialement chargé de la correspondance.

Nous ne saurions assez faire appel en ce sens à l'initiative de tous les adhérents; ils savent assez, depuis la révolution communale, qu'il importe peu que le nom soit connu pour qu'il ait de l'autorité auprès de l'Association.

Nous sommes d'ait assez souvent et surabond